

Une démarche participative pour rêver la Maison pour tous

Des citoyens d'Attalens et environs ont consacré la matinée de samedi à imaginer une Maison pour tous. L'invitation est venue des autorités communales, qui ont engagé deux professionnels pour mener les débats et animer des ateliers de réflexion. Une initiative saluée et soutenue par le canton.

XAVIER SCHALLER

ATTALENS. Qu'est-ce qu'un «espace intergénérationnel multi-activités»? Ils étaient une septantaine à en discuter, samedi matin à Attalens, sous la conduite de deux communicants professionnels – tous les habitants de la commune avaient été invités, ainsi que les sociétés locales et les conseils communaux des environs. En vue, la construction d'une Maison pour tous, au centre du village, à la place de l'atelier de couture (La Gruyère du 10 décembre 2016).

Après s'être prêtés au jeu de la photo de famille, les participants ont entendu deux responsables d'institutions vaudaises venus en témoins. L'une gérée par une association, la Maison-sous-Gare à Lausanne, l'autre par des professionnels, la Maison Picson à Blonay. De quoi convaincre la grande majorité de la nécessité, pour faire vivre ce type de structure, de la présence d'un animateur socioculturel.

D'où part-on? Où veut-on aller et que faut-il faire pour cela? Les questions s'enchaînent, avec les inevitables post-it collés sur des panneaux au fil des discussions. Répartis autour de huit tables, une dizaine de membres du Conseil général, des représentants de sociétés locales ou de simples citoyens. De tous âges, les participants peuvent exprimer leurs souhaits, leurs craintes, leurs besoins.



A chacune des huit tables, les discussions vont bon train et les post-it envahissent les panneaux. JESSICA GENOUD

Avec l'accueil extrascolaire

Avant d'ouvrir la réflexion, Guillaume Savoy, conseiller communal et cheville ouvrière du projet, avait posé quelques jalons: «Ce sera un bâtiment multifonctionnel et évolutif dans le temps. Il devra obligatoirement pouvoir accueillir, durant la journée, l'accueil extrascolaire et être intergénérationnel, selon les principes de Senior+.

Ce ne sera pas non plus une salle de spectacle et il faudra laisser de la place pour un parking souterrain.»

Le questionnement continue. Quelles sont les priorités de la Maison pour tous? Comment faire échouer le projet à coup sûr? Quels seront les cri-

tères de réussite? Les deux animateurs dynamisent continuellement le débat et rien n'est laissé au hasard: placement, déplacement, enchaînement des questions. La réflexion avance, elle sera formalisée par la suite et les résultats publiés sur le site internet de la commune.

2% de la population

En guise de bouquet final, les participants adressent huit messages au Conseil communal. «Vite, bien et avec nous», «Pour que le projet soit encore vivant dans cinquante ans, osez le rêver avec nous», «Attention au budget opérationnel» ou encore «Continuez de nous écouter et communiquez».

Au nom de l'Exécutif, le syndic Michel Savoy reçoit les conseils et se réjouit de cette envie de participer. Il rappelle que l'amélioration du vivre-ensemble fait partie du programme de législation. Une préoccupation nécessaire dans une commune qui est passée de 2250 habitants, en 2002, à 3500 aujourd'hui.

Il espère aussi que les personnes présentes se feront les porte-paroles du projet et de la démarche engagée: «Avoir 2% de la population présente ce matin, c'est bien. Dans une grande ville, ce serait même magnifique. Pour nous, c'est un début.» ■

Senior+, du concept à l'action

Autant que la future Maison pour tous, la démarche engagée, participative et intergénérationnelle, fait «rêver» la conseillère d'Etat Anne-Claude Demierre, venue saluer les participants samedi. «Depuis dix ans, la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) imagine le mieux vivre-ensemble. Ce qui se passe à Attalens, c'est ce dont nous avons rêvé: que les gens se réunissent, jeunes et vieux, et discutent.» Elle rappelle que de nombreux projets attalenois sont cités en exemple, depuis plusieurs années. «Grâce à l'engagement tant de ses autorités que de sa population.»

D'ici 2021, la DSAS demandera aux communes d'avoir un concept senior, notamment pour renforcer les liens intergénérationnels. Car la situation actuelle est contradictoire: 89% des Suisses souhaitent plus

de solidarité entre les générations, mais les études montrent que, en dehors de la famille, les amitiés entre les 15-44 ans et les 70 ans et plus sont quasi inexistantes.

Participation du canton

Anne-Claude Demierre a promis que sa direction participerait aux frais d'organisation de la séance. Pour l'ensemble de l'opération, de l'envoi du tous-ménages d'invitation aux ateliers du samedi, la commune a déboursé quelque 5000 francs. «Au Conseil communal, nous avons hésité à animer nous-mêmes les ateliers, explique Michel Savoy, syndic d'Attalens. Même si je n'étais pas forcément convaincu par l'engagement de professionnels, je reconnais que c'était la chose à faire.» XS